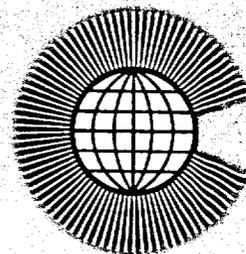
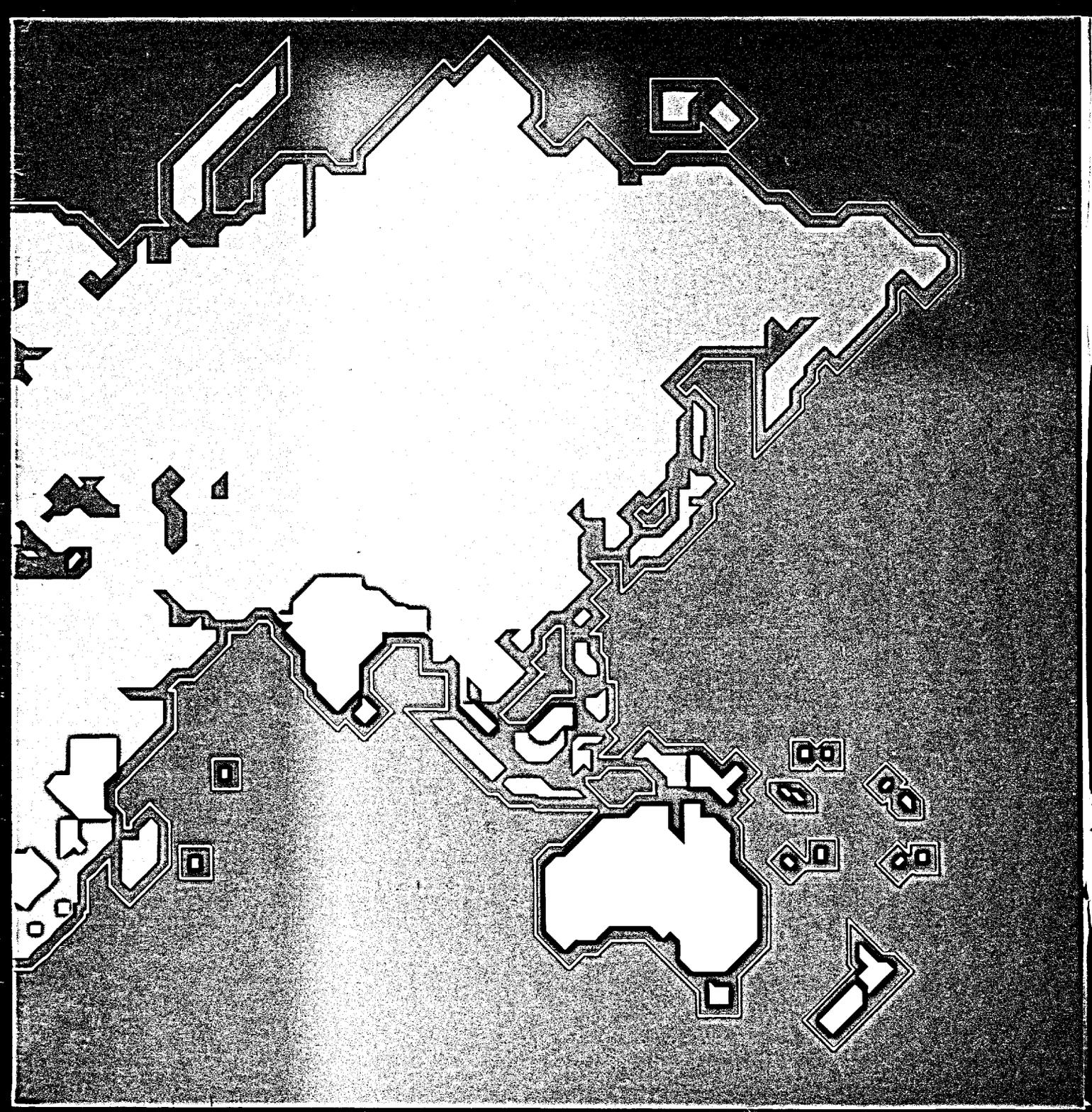


doc
CA1
EA
80C11
FRE

la et le Commonwealth





M
.b1854410

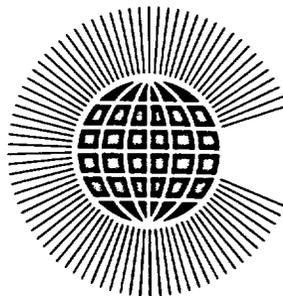
Le Canada et le Commonwealth

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1980

N° de cat. E2-96/1980F

ISBN 0-662-90831-7

Publié en vertu de l'autorisation
de l'honorable Mark MacGuigan
secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Gouvernement du Canada, 1980



LIBRARY DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

43-230-333.

LE COMMONWEALTH



Au fur et à mesure que les territoires de l'Empire britannique ont accédé à l'autonomie et à l'indépendance, nombre de leurs dirigeants ont acquis la conviction qu'il serait bon, puisqu'ils partageaient les mêmes valeurs et étaient dotés d'institutions publiques analogues utilisant la même langue de communication, de maintenir une forme quelconque d'association destinée à remplacer les liens impériaux en voie de disparition. C'est de là qu'est issu le Commonwealth moderne, ou Commonwealth des nations puisque tel est le titre officiel de cette association libre de 44* pays indépendants. La croissance ininterrompue du Commonwealth témoigne de son succès et du fait qu'il n'a rien perdu de son importance. Ainsi, en 1978, trois nouveaux membres sont entrés dans le Commonwealth, trois autres en 1979 et deux de plus au cours de la première moitié de 1980.

Le Commonwealth est représenté dans tous les continents. Il regroupe environ le quart des pays et de la population du monde. Il englobe une grande diversité de races, de langues, de religions et de cultures et constitue une association unique en son genre où les représentants nationaux se rencontrent sans formalisme pour échanger leurs points de vue sur les affaires de la communauté internationale et du Commonwealth, et pour déterminer la meilleure voie à suivre. Dans un monde caractérisé par des facteurs de discorde comme l'idéologie, la race, la religion et le niveau de développement économique, le Commonwealth parvient à s'élever au-dessus de ses points de friction et à envisager les problèmes des pays qui le composent dans une perspective mondiale.

Lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue en 1971 à Singapour, l'association a défini ses principes dans la déclaration du Commonwealth et s'est décrite de la façon suivante:

*Nombre total des membres au 1er août 1980



LE CANADA ET LE COMMONWEALTH

“Le Commonwealth des nations est une libre association d’États souverains indépendants, chacun étant maître de ses propres politiques, qui se consultent et collaborent pour le bien de leurs populations et qui cherchent à promouvoir la concorde internationale et la paix dans le monde”. De plus, la déclaration affirme la croyance des membres du Commonwealth dans les Nations Unies et les efforts qu’elles déploient pour favoriser la paix et l’ordre internationaux; la liberté de chacun et le droit inaliénable de tous les citoyens de participer à l’édification de la société dans laquelle ils vivent; le caractère odieux des préjugés raciaux et de la discrimination, les principes de la dignité humaine et de l’égalité des hommes, et l’iniquité de la domination coloniale; la nécessité de faire disparaître progressivement les inégalités

dans la répartition des richesses dans le monde et l’utilité du Commonwealth en tant que moyen d’encourager l’entraide internationale. Dans la poursuite de leurs objectifs, les pays membres du Commonwealth croient pouvoir donner un exemple positif de collaboration entre les diverses nations, préalable indispensable à la paix et au progrès dans le monde moderne.

L’appartenance au Commonwealth est un aspect important de notre politique étrangère, et le Canada a toujours fait en sorte que sa participation au sein de l’association soit vigoureuse et efficace au service de la paix et du progrès dans le monde. Les objectifs du Canada sont toujours restés les mêmes: renforcer l’association, encourager les membres à y participer plus activement et contribuer à en faire un instrument de coopération concrète.

A. Le Canada et l’association du Commonwealth:

Le Canada est indissociablement lié à la naissance du Commonwealth. Ce sont les revendications du Canada, qui réclamait un statut indépendant au sein de l’Empire britannique, qui constituèrent le pivot autour duquel se développa la future association du Commonwealth. Le Canada recherchait une forme d’association qui lui laisserait toute l’indépendance propre à un État souverain parvenu à l’âge adulte, tout en conservant le lien traditionnel avec le Royaume-Uni et son Empire.



Par le Statut de Westminster, adopté en 1931, l'Empire britannique se transforma en Commonwealth britannique et, après la Seconde Guerre mondiale, en Commonwealth des nations, appelé plus simplement le Commonwealth tout court. L'évolution se poursuivit et les pays membres, qu'il s'agisse de monarchies comme la Malaisie ou de républiques comme l'Inde, s'entendirent pour que la Reine devienne le symbole et le chef du Commonwealth. Les chefs de gouvernement confirmèrent cette décision en choisissant de tenir leur réunion de 1977 à Londres (plutôt que dans l'une des autres capitales du Commonwealth qui sont normalement choisies à tour de rôle) afin de célébrer le 25e anniversaire de l'accession au trône de la reine Elizabeth II, chef du Commonwealth. Lors de leur dernière réunion, à Lusaka en Zambie en 1979, les chefs de gouvernement accueillirent la Reine qui, à titre de chef du Commonwealth, s'était déplacée pour venir les rencontrer à leur conférence bisannuelle.

L'évolution du Commonwealth s'est faite dans le même sens que celle des intérêts et des attitudes du Canada. Le Commonwealth est une famille. Nous pouvons nous y sentir chez nous. L'esprit de franchise et la simplicité qui le caractérisent, le fait qu'il ne soit inféodé à aucune superpuissance, ajoutés à sa recherche de la coopération concrète, sa diversité et son absence de complexité sont autant d'éléments qui correspondent à ce que le Canada recherche en matière de relations internationales.

Le Canada prise tout particulièrement la souplesse et le caractère évolutif du Commonwealth qui ne repose pas sur une constitution en bonne et due forme ou des règlements immuables, mais bien plutôt sur des valeurs et des traditions communes ainsi que sur des ententes tacites issues de son passé. Ce patrimoine de convictions partagées donne à ses membres un but commun que les chefs de gouvernement ont exprimé à Singapour en 1971 dans la déclaration de principes du Commonwealth. Dans ce texte, les pays membres ont témoigné d'une remarquable unité de vues à propos des questions fondamentales de liberté humaine, de paix et de sécurité. Leurs principes qui, estiment-ils, ne sont pas seulement valables pour eux, doivent contribuer à faire naître la bonne volonté et la compréhension universelles.

Le Canada encourage l'ouverture sur le monde dont fait preuve le Commonwealth. Comme le disait M. Arnold Smith, le Canadien qui a été pendant dix ans le premier secrétaire général du Commonwealth:

«Notre devoir est de nous servir du Commonwealth comme d'un instrument de la politique mondiale capable de nous aider tous à apprendre comment partager cette planète. Aider l'humanité à apprendre comment partager tout ce que le monde a à offrir, avec jugement, justice et imagination, telles doivent être l'objectif primordial de l'homme politique responsable et la source d'inspiration de tous ceux qui oeuvrent en macropolitique».

A une époque de conflits politiques, économiques et sociaux qui menacent l'équilibre et même la survie de la planète, le Commonwealth continue de prouver que des peuples dont les relations sont fondées sur l'égalité, l'amitié et le respect réciproque peuvent se comprendre et coopérer.

B. Coopération au sein du Commonwealth:

L'association du Commonwealth ne se complait pas dans la rêverie nostalgique. Sa vocation est d'agir, d'aider concrètement ses membres, d'établir des programmes pratiques et réalistes. Depuis l'adoption du Plan de Colombo en 1950, le Commonwealth a porté un intérêt grandissant au développement économique et social de ses membres les plus démunis.

Grâce à ses programmes d'aide pratique, le Commonwealth a facilité l'accès à l'indépendance d'un grand nombre de pays d'Afrique, des Antilles et du Pacifique Sud. L'aide n'y est jamais à sens unique; elle ne repose pas sur une relation de donateur à bénéficiaire mais sur une association permanente de tous les États membres au bénéfice du progrès de tous.



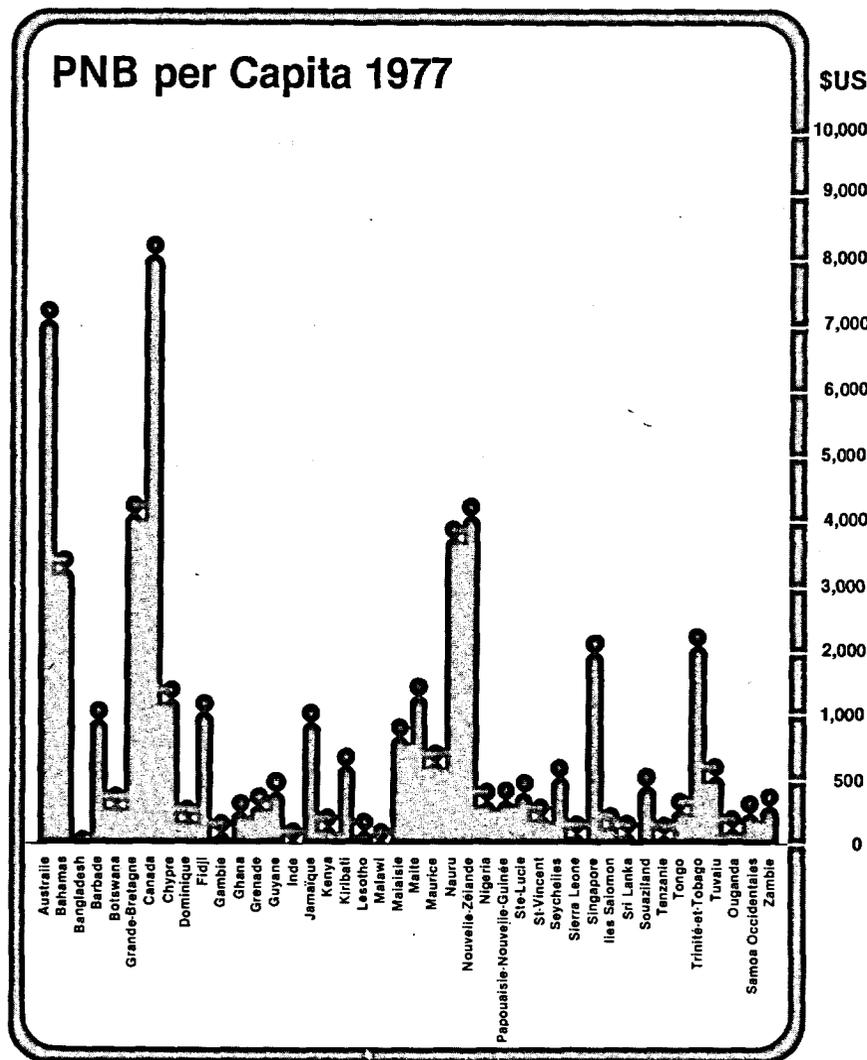
Coopération - le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique

Le Canada approuve le pragmatisme avec lequel le Commonwealth aborde la coopération, et il est l'un de ceux qui y engage le plus de ressources financières, technologiques et humaines. Ainsi, le Canada a versé au Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT), principal programme d'aide au développement mis sur pied par le Commonwealth, une somme de 6,5 millions de dollars pour l'année financière 1977-1978, 7,8 millions pour 1978-1979 et 8,8 millions pour 1979-1980. Cet apport illustre l'engagement actif et ininterrompu du Canada en faveur de la coopération au sein du Commonwealth, et représente plus de 40 p. cent du budget annuel du FCCT. Ce Fonds est alimenté par les contributions financières des pays membres du Commonwealth et d'un certain nombre de territoires dépendants. Il fait appel aux spécialistes et aux ressources techniques venant de toutes les parties du Commonwealth pour les mettre à la disposition des membres qui en ont besoin. Il a encouragé les pays en voie de développement à progresser par eux-mêmes et à s'entraider. Ainsi, la moitié des

spécialistes à l'oeuvre dans les pays en voie de développement proviennent d'autres pays du Tiers monde. Très vite, le FCCT s'est imposé par sa rapidité d'action, sa souplesse et la qualité de son aide. Il a en outre veillé à satisfaire les demandes émanant de petits pays soucieux de se développer mais incapables d'attirer l'attention des grands organismes internationaux et d'en obtenir de l'aide. Il constitue enfin un organisme efficace de développement car, comme il a peu de frais généraux, il peut financer ses nombreux programmes de la façon la plus rentable possible.



La jeunesse et le Commonwealth



Le Programme du Commonwealth pour la jeunesse (PCJ) est un autre secteur important de la coopération. Créé en 1973 à Lusaka à l'issue d'une réunion des ministres du Commonwealth s'occupant de la jeunesse, ce programme s'attache à promouvoir une action concertée de tous les membres en vue d'aider les jeunes à faire face aux difficultés qu'ils rencontrent. Les principaux secteurs étudiés — chômage, enseignement, santé, aménagement rural, adaptation à la vie urbaine — donnent lieu à des colloques et à un travail de recherche permanent. Par ailleurs, trois centres régionaux de services à la jeunesse offrent un programme de formation pour jeunes travailleurs. Le PCJ se charge également d'un programme grâce auquel il accorde des prix en espèces et sous forme de voyages à des groupes de jeunes ayant réalisé des projets sociaux exceptionnels dans leur collectivité. L'un des premiers bénéficiaires du programme fut un groupe de jeunes de Victoria, en Colombie Britannique, responsables d'un projet d'initiative locale. Le Canada soutient activement le PCJ, dans lequel il voit un autre exemple de la

collaboration des pays du Commonwealth dans un secteur les touchant tous, quel que soit leur stade de développement, et finance environ 30 p. cent du budget du PCJ depuis la création du Programme.



Presse canadienne, Secrétariat du Commonwealth, Oxfam

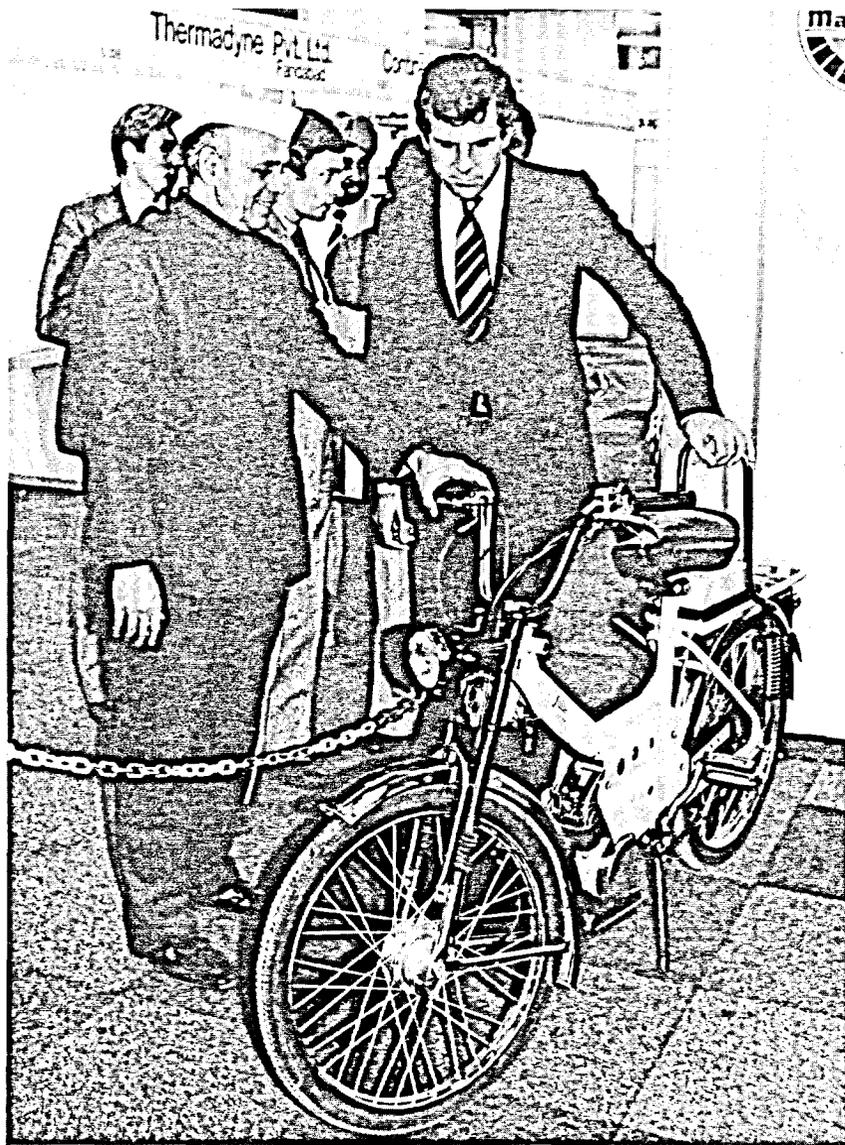
C. Le Canada et le Commonwealth officiel:

Le Canada accorde beaucoup de prix au fond et à la forme de la consultation au sein du Commonwealth. La manifestation la plus importante est la réunion bisannuelle des chefs de gouvernements du Commonwealth, où l'atmosphère est détendue et l'ordre du jour est conçu pour encourager les participants à discuter en toute franchise des problèmes mondiaux — politiques, économiques et sociaux — et les amener à examiner un ensemble de programmes de coopération. On a dit à juste titre de ces réunions que leur atmosphère de famille les rend tout à fait uniques en leur genre. Il n'y a ni bloc, ni vote, ni veto, et chacun cherche à mieux comprendre le point de vue de l'autre, même sur les questions où des désaccords existent, en espérant, lorsqu'ils ne peuvent être aplanis, que prévaudront un esprit d'amitié et un sentiment de compréhension réciproque accrue. Pour les questions importantes, les décisions d'orientation se prennent par consensus. Des succès notables ont été enregistrés récemment; ainsi les chefs de gouvernement se sont enten-

us à Lusaka sur la manière dont le Commonwealth pourrait contribuer à résoudre le problème du Zimbabwe/Rhodésie à la satisfaction de la communauté internationale et de toutes les parties intéressées.

M. Lee Kuan Yew, premier ministre de Singapour, a ainsi décrit les réunions de chefs de gouvernements:

«On y a, en effet, toute latitude pour s'exprimer librement, sans provoquer de rancœur. Nous avons un passé commun, une même langue, et nos principes sont les mêmes. En matière de gouvernement, nous avons hérité d'institutions et de conceptions fondamentales. Nous nous comprenons mieux que tout autre groupe de nations. Nous avons une même façon de voir les choses et nous la formulons en termes semblables. Cela ne veut pas dire que nous soyons figés ou sclérosés. Au contraire, chacun de nous évolue et s'épanouit librement. Tous, nous avons été élevés dans des institutions identiques et les idées et idéaux qui nous



ont été inculqués nous permettent précisément des échanges directs et amicaux que l'on peut difficilement trouver ailleurs.»

Les réunions du Commonwealth portant sur des questions spécialisées témoignent du même esprit et de la même façon de voir les choses. Les questions économiques sont étudiées chaque année lors de la réunion des ministres des Finances (tenue la semaine précédant les réunions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international), lors des consultations du Commonwealth qui ont lieu à l'occasion des Négociations commerciales multilatérales du GATT, et lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. L'économie mondiale préoccupe tous les membres du Commonwealth, et un groupe d'experts de l'association a recommandé des mesures concrètes destinées à combler l'écart qui sépare les pays pauvres des

pays riches. Le rapport du groupe, intitulé *Towards a New International Economic Order* (Vers un nouvel ordre économique international), a reçu un accueil favorable tant des États membres que des grands organismes internationaux tels les Nations Unies.

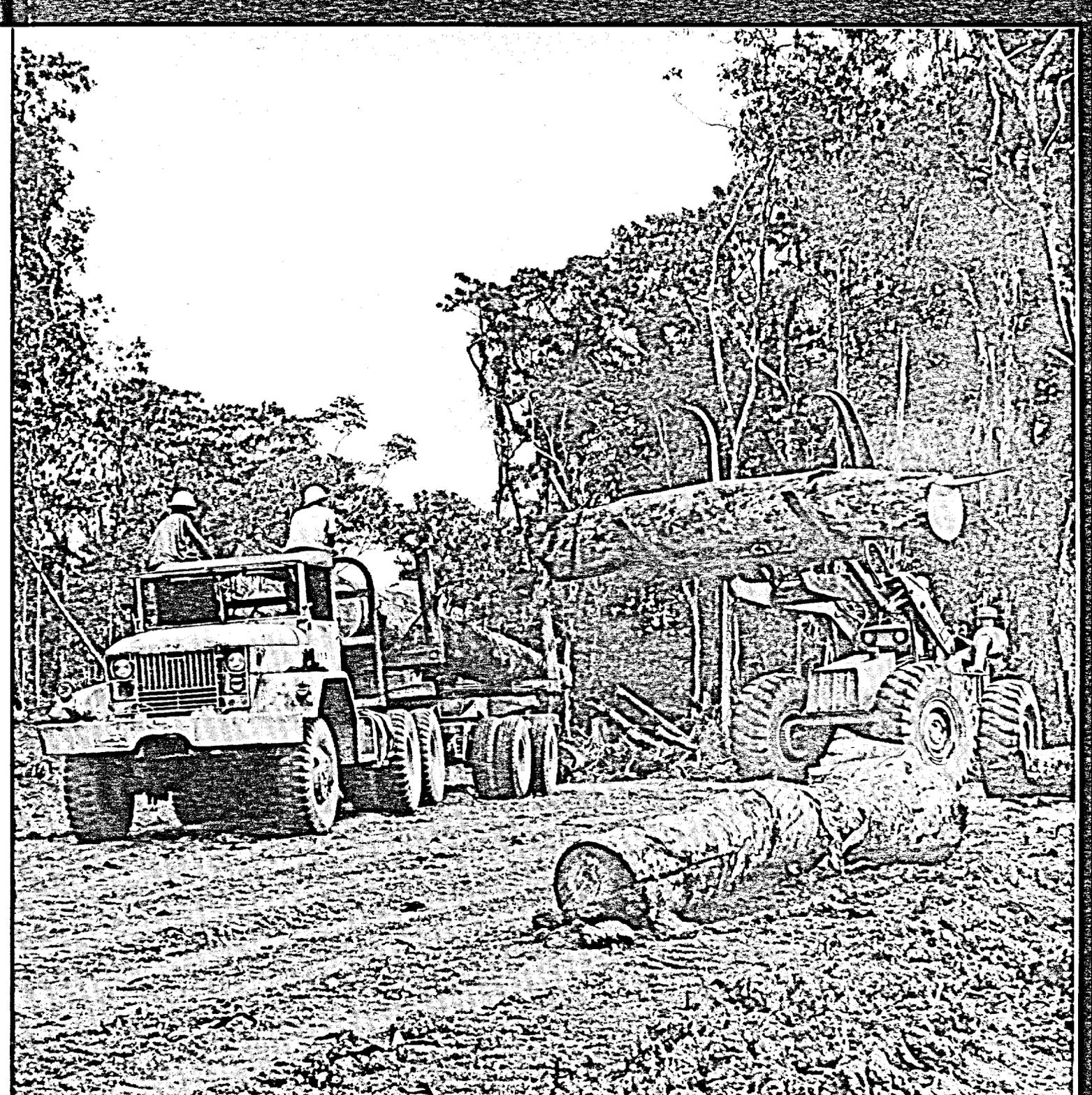
Les réunions du Commonwealth sont remarquables par leur fréquence et leur diversité. Ainsi, dans le domaine de la science et de la recherche, il se tient tous les deux ans une réunion du Conseil des sciences, des Bureaux de l'agriculture, du Conseil consultatif de la recherche aéronautique, de la Conférence sur la métallurgie; la Conférence des sciences forestières est convoquée tous les cinq ans. Dans le domaine de l'éducation et de la jeunesse, la conférence sur l'éducation se tient tous les trois ans tandis que le Comité de liaison de l'éducation du Commonwealth se réunit régulièrement; il y a aussi des réunions annuelles du Conseil du Commonwealth pour la jeunesse ainsi que des rencontres régulières du Comité de gestion du Programme du Commonwealth pour la jeunesse.

Pour ce qui est des consultations gouvernementales sur les questions sanitaires, notons la conférence médicale du Commonwealth, organisée tous les trois ans, ainsi que la réunion des ministres de la santé et des principaux administrateurs sanitaires du Commonwealth qui a lieu chaque année avant la réunion de l'Assemblée mondiale de la santé à Genève. Les ministres de la Justice, quant à eux, se rencontrent tous les deux ans. Le Conseil des télécommunications se réunit lui aussi tous les deux ans. Il est bien d'autres manifestations du Commonwealth où diverses instances se retrouvent pour traiter de diverses questions: réunion des vérificateurs généraux, conférence des directeurs des postes, celle des responsables de la défense et celle des chefs des ministères du Commonwealth chargés de l'évaluation immobilière.

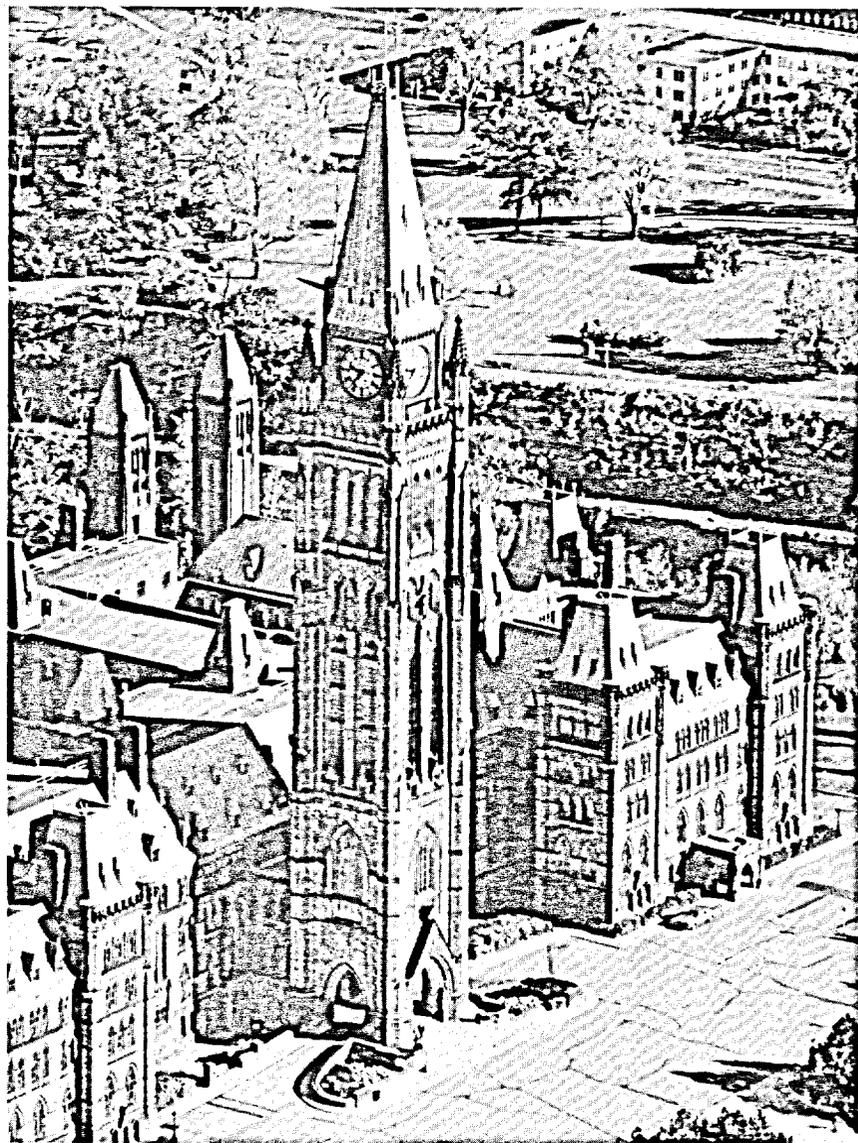
Outre ces consultations gouvernementales régulières, il se tient également divers colloques, réunions et séances de travail sur des questions précises qui intéressent les gouvernements membres du Commonwealth.

A ces nombreuses activités viennent s'ajouter des consultations de caractère politique. Selon M. Sonny Ramphal, actuel secrétaire général du Commonwealth,

«Le Commonwealth rend particulièrement aisés les échanges de vues réguliers à tous les niveaux de décision et, plus encore, les consultations franches et ouvertes entre dirigeants. Ce climat ne peut que faciliter l'accord et conduire à l'adoption de positions communes. Telle est la chance unique des chefs de gouvernements du Commonwealth. Existe-t-il en effet, ailleurs dans le monde, une tribune où des représentants de presque tous les horizons et de toutes les nations de la terre peuvent ainsi se faire entendre et comprendre, et s'influencer les uns les autres en tout respect de chacun? Cette influence se propage bien au delà du cadre limité de ces réunions, par le canal des associations et groupements régionaux au sein



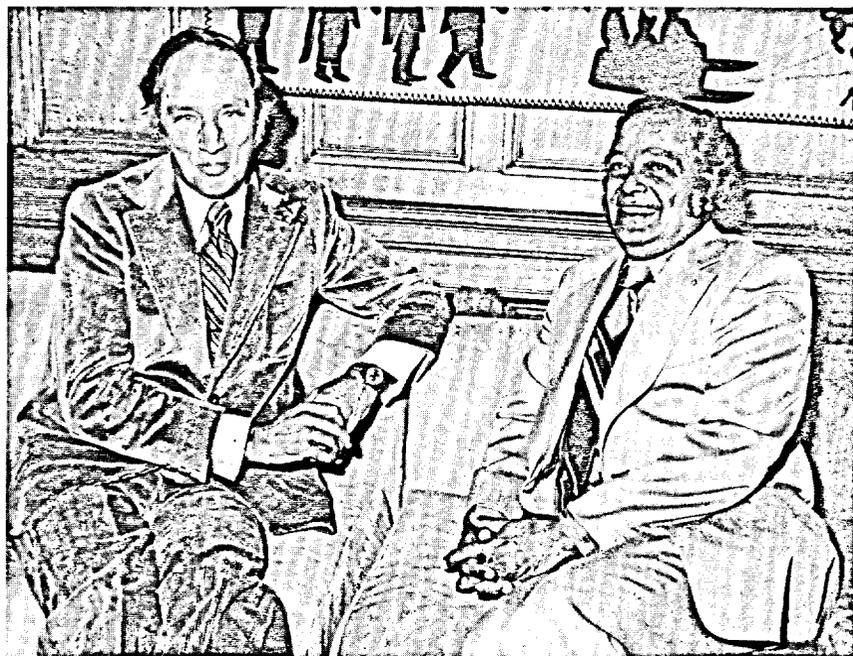
desquels ces hommes politiques exercent, chacun pour leur part, des fonctions de premier plan. Le Commonwealth n'a donc rien d'un monolithe; et, dans un monde divisé en blocs, il lui est possible de jeter les ponts si nécessaires à l'émergence d'une véritable communauté universelle. Telle est sa vocation.»



“L'esprit d'Ottawa” ou la simplicité facteur de progrès

En 1973, le Canada a été l'hôte de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à propos de laquelle il a souligné combien il est nécessaire que ces réunions conservent leur franchise et leur simplicité et ne soient pas soumises à un ordre du jour que l'on suit strictement en faisant des interventions toutes préparées. Les participants à la réunion d'Ottawa ont fermement soutenu cette façon de voir et entériné une ligne d'action qui allait être connue sous le nom de «l'esprit d'Ottawa.»

Le Premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, fit observer au cours de la réunion d'Ottawa que la force inestimable du Commonwealth réside peut-être dans le fait qu'il offre à ses dirigeants la possibilité de se retrouver entre égaux et de discuter sans formalisme des questions concernant les millions de gens qu'ils représentent; quant «aux autres avantages qu'offre le Commonwealth: échanges de personnes, relations commerciales, aide et coopération économique, représentation diplo-



matique sans protocole, ils portent tous la marque du même esprit sans détours: celui qui caractérise le dialogue amical des réunions des chefs de gouvernements.»

D. Le Canada et le Commonwealth non officiel:

Des contacts nombreux et très divers au niveau non officiel viennent compléter les multiples relations officielles et gouvernementales que les membres entretiennent entre eux. Plus de 200 organismes non gouvernementaux forment l'élément humain de l'association et contribuent pour beaucoup à la consolidation des liens au sein du Commonwealth. Environ 50 p. cent des nombreuses conférences, manifestations et réunions du Commonwealth ayant lieu chaque année sont habituellement mises sur pied par des organisations non gouvernementales. Certaines d'entre elles sont financées en totalité ou en partie par la Fondation du Commonwealth.

Afin d'encourager les associations bénévoles dans le cadre du Commonwealth, les chefs de gouvernements créèrent la Fondation du Commonwealth en 1965. Ils lui donnèrent pour mission de promouvoir les échanges entre organismes professionnels et, au besoin, de faciliter la formation

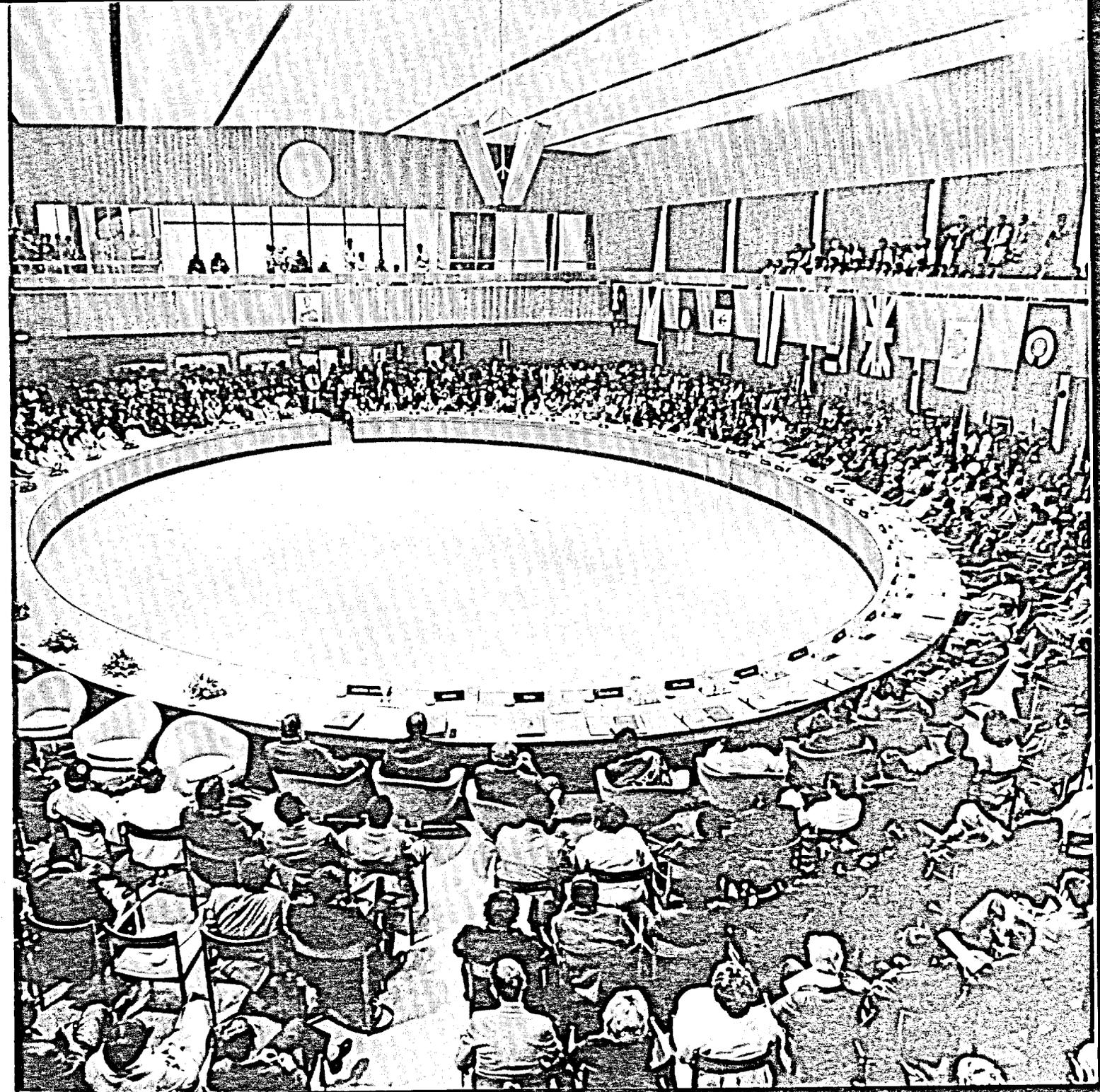
d'institutions ou d'associations dans les pays qui n'en étaient pas dotés. Lors de la réunion de Lusaka en 1979, les chefs de gouvernements ont décidé que, sous réserve d'un examen ultérieur, le mandat de la Fondation s'étendrait à la culture, à l'information, au bien-être social et au développement rural, tout en se concentrant sur les organisations professionnelles.

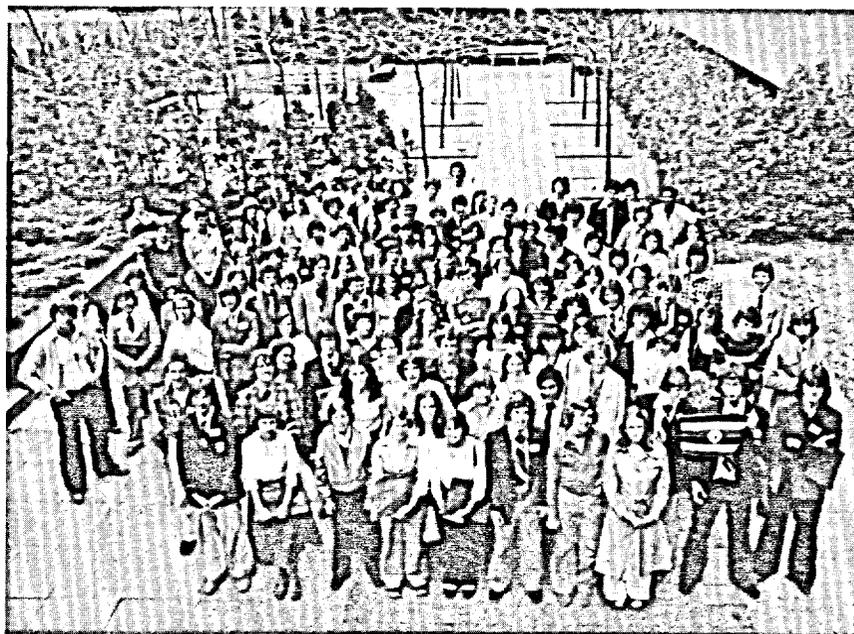
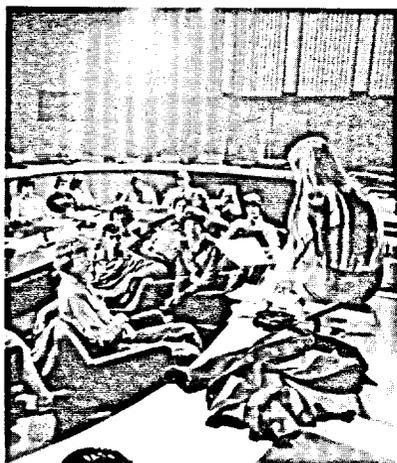
Tous les membres du Commonwealth versent une quote-part à la Fondation. Tout comme les activités du Programme pour la jeunesse, celles de la Fondation servent directement les pays membres. Le Canada estime que cette Fondation répond à un besoin important auquel aucun autre programme ou organisme ne satisfait. Elle a permis la création et le financement permanent de nombreuses associations professionnelles du Commonwealth. Il s'agit par exemple d'associations d'architectes ou de bibliothécaires, d'infirmières et de vétérinaires, d'arpenteurs-géomètres et de conservateurs

de musée. De la défense de la liberté de la presse à l'étude de la littérature du Commonwealth, tous les secteurs de l'activité humaine y sont représentés.

L'une des associations les plus dynamiques est celle des parlementaires du Commonwealth. Elle réunit des représentants des parlements nationaux et provinciaux ainsi que des fondateurs d'Etats fédérés de toutes les parties du Commonwealth, à l'occasion de colloques et de la conférence annuelle des parlementaires du Commonwealth.

La société royale du Commonwealth est, elle aussi, un organisme bénévole. Active dans de nombreux pays du Commonwealth et représentée au Canada par son Conseil national et ses neuf sections, elle ménage des conférences et des discussions sur des questions touchant le Commonwealth et sensibilise les écoliers à l'existence de l'association en organisant chaque année un concours de rédaction. Une des principales activités de la Société dans le secteur scolaire est la Conférence annuelle des étudiants

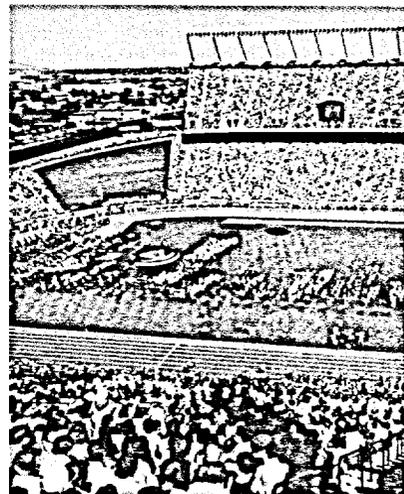




organisée chaque printemps dans la capitale nationale par la section d'Ottawa. Cette conférence rassemble des élèves du niveau secondaire, les organise en représentants des différents pays du Commonwealth et les fait travailler sur un thème donné en respectant les règles de la négociation et du débat; au terme de la conférence, les élèves simulent une réunion des chefs de gouvernements avec un ordre du jour tout à fait typique du Commonwealth.

Dans le domaine des sports, les jeux quadriennaux et les jeux parallèles des paralympiques offrent aux jeunes athlètes de tout le Commonwealth un champ de compétition privilégié, dans un esprit d'amitié. En 1978, la Reine a ouvert les onzièmes Jeux du Commonwealth à Edmonton: du 3 au 12 août, des sportifs venant de plus de 50 pays membres, d'États associés et de dépendances se sont affrontés à l'occasion de ce que l'on a souvent, et à juste titre, appelé les Jeux de l'amitié. En sport comme en politique, il n'y a aucune puissance au sein du Commonwealth puisque dans les deux domaines, il n'y a qu'un principe, celui de l'égalité de tous les membres. Les Jeux s'étaient déjà déroulés au Canada, dans les villes de Vancouver et de Hamilton. Les douzièmes Jeux du Commonwealth se tiendront en Australie en 1982.

Le Canada est persuadé que l'avenir appartient au Commonwealth non officiel. En effet, c'est grâce à lui que se nouent ces liens qui revêtent tant d'importance pour l'association, à savoir les liens qui se créent entre ses populations sur le plan personnel.



E. Le Canada et l'avenir de l'association du Commonwealth:

Sous bien des rapports, le Commonwealth est un microcosme de notre monde — il reflète la même diversité des peuples et de leurs conditions. Il est parvenu à établir une coopération et engendrer un esprit fraternel qui ne se retrouve nulle part ailleurs, et à prouver que, malgré la diversité des races, des religions, des structures politiques et des conditions économiques, les hommes peuvent s'unir et travailler ensemble en vue du bien commun. Le Commonwealth atteste qu'une association fondée sur les principes d'égalité, de respect mutuel et d'amitié et où, de fait, il n'y a ni superpuissance ni puissance vassale, peut non seulement exister mais bien s'épanouir dans le monde actuel. Comme l'a dit M. Arnold Smith dans un rapport adressé aux chefs de gouvernements en 1965:

«Dans notre monde actuel, il est de la plus haute importance que le Commonwealth se serve de son réseau de relations, de sa facilité de communication, de la confiance et du respect mutuels que se témoignent ses membres après toutes ces années où ils n'ont cessé d'entretenir d'étroites relations. Ce sont là autant de traits propres qui donnent à notre communauté sa place particulière au sein du réseau naissant de relations internationales. Nos pays membres, pourtant si différents, sont unis les uns aux autres par des liens humains multiformes, qu'il s'agisse des chefs de gouvernements, de sportifs rivalisant sur le terrain de compétition ou de jeunes en visite d'échange. Nos liens sont forts. Devant les sombres présages d'une résurgence

des vieux nationalismes politiques et économiques qui sont autant de ferments de discorde, le Commonwealth, de par l'esprit d'amitié qui l'anime, peut encore donner aux hommes une raison d'espérer.»

Le Canada est convaincu du rôle constructif que joue le Commonwealth dans les affaires du monde et continuera de l'appuyer. L'association du Commonwealth lui offre la possibilité d'enrichir et d'approfondir ses relations bilatérales avec les pays membres. Sur le plan international, la participation du Canada à la vie du Commonwealth renforce sa politique étrangère dans son ensemble et lui permet d'atteindre ses objectifs grâce à l'aide et à la compréhension des autres pays membres. C'est pourquoi l'appartenance du Canada à l'association représente un aspect important de ses relations internationales.

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20026399 7

DOCS

CA1 EA 80C11 FRE

Le Canada et le Commonwealth

43230333



60984 81800



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada